R E P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

Marseille, le 1er septembre 2011

SÉNAT

Monsieur Xavier BERTRAND
Ministre Du Travail, de l'emploi
et de la Santé
127, rue de Grenelle
75007 PARIS

Ref : IP/FO 11.052

Monsieur le Ministre,

Depuis un an, les salariés de Fralib – filiale d'Unilever-France – contestent le plan de fermeture du site de Gemenos dans les Bouches du Rhône, le licenciement de 182 salariés ainsi que l'abandon de la marque « éléphant » créée dans notre région il y a 119 ans.

Tous les audits et expertises démontrent la rentabilité du site quand bien même Unilever a décidé dès 2007 de domicilier en Suisse sa chaîne logistique à laquelle sont rattachés les profits tirés de l'activité industrielle, au mépris des salariés qui créent cette richesse et pour contourner ses obligations fiscales dans notre pays.

Les salariés du site de Gemenos ont construit un projet crédible de poursuite de l'activité, dont refuse de parler la direction d'Unilever, qui ne veut entendre que licenciements et arrêt de la production.

Face à cette attitude scandaleuse d'une multinationale aux profits considérables, permettez, Monsieur le Ministre, que je me fasse l'interprète de ces salariés pour vous demander d'exercer toute votre autorité afin d'obtenir d'Unilever :

- La cession au collectif de salariés pour l'euro symbolique des bâtiments, de l'outil industriel, de la marque Elephant ;
- La remise en état de l'outil industriel ;
- Une aide à la commercialisation pour une période suffisante à assurer la constitution d'une entreprise souveraine.

Sachant tout l'intérêt que vous portez au développement industriel dans notre pays et particulièrement dans les départements qui ont ces dernières années beaucoup souffert de décisions économiquement infondées et uniquement édictées par la volonté d'offrir aux actionnaires d'énormes retours sur investissement, je compte sur vous, Monsieur le Ministre pour signifier la volonté de la puissance publique aux côtés des salariés face aux agissements des tenants d'un capitalisme sans loi.

Vous remerciant de me tenir informée des dispositions que vous aurez prises, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération.

Isabelle Pasquet

Isabelle Pasquet

Sénatrice
les Bouches du Rhône

Groupe Communiste
Républicain et Citoyen
et des Sénateurs du
Parti de Gauche

Membre de la Commission
des Affaires Sociales

Conseillère
d'Arrondissement
De Marseille

Permanence parlementaire
280, rue de Lyon - 13015 Marseille
Tel : 04 91 81 82 20 Fax : 04 91 92 52 78
i.pasquet@senat.fr